

Cote du document: EB 2016/LOT/P.13/Rev.1
Date: 26 novembre 2016
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République de
Moldova pour le Projet de renforcement de la
résilience en milieu rural

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Tarek Kotb
Chargé de programme de pays
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2965
courriel: t.kotb@ifad.org

Transmission des documents:

William Henry Skinner
Chef du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement	1
II. Logical framework (Cadre logique)	12

Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FGCM	Fonds de garantie des crédits de Moldova
IFP	Institution financière participante
MPME	micro, petites et moyennes entreprises
PTBA	Plan de travail et budget annuel
UCEP	Unité consolidée d'exécution du programme
UE	Union européenne

Carte de la zone du projet

République de Moldova

Projet de renforcement de la résilience en milieu rural



Source: FIDA | 25-05-2016

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de Moldova

Projet de renforcement de la résilience en milieu rural

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de Moldova
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et l'industrie alimentaire
Coût total du projet:	38 735 000 USD
Montant du prêt du FIDA:	18,2 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	0,5 million d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
Autres dons:	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP)
Montant du don ASAP:	5 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	2 946 000 USD
Contribution des bénéficiaires:	9 519 000 USD
Contribution des institutions financières participantes:	2 570 000 USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de Moldova pour le Projet de renforcement de la résilience en milieu rural, telle qu'elle figure au paragraphe 41.

Proposition de prêt et don à la République de Moldova pour le Projet de renforcement de la résilience en milieu rural

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La République de Moldova est un petit pays (33 700 km²) de 3,56 millions d'habitants, dont 61% résident en milieu rural. Le pays a été touché de plein fouet par l'effondrement de l'Union soviétique, et son PIB a chuté de plus de 50% entre 1990 et 1994. Ce n'est qu'au tournant du siècle que l'économie a commencé à inverser la tendance au déclin; et, bien que la croissance économique ait été en moyenne d'environ 5% en 2000-2014, le pays fait face à des incertitudes politiques et climatiques depuis quelques années. La situation du pays est encore aggravée par sa dépendance continue vis-à-vis des envois de fonds en provenance de l'Union européenne (UE), de la Russie et d'autres pays, qui connaissent une croissance irrégulière des derniers temps. Les transferts de fonds individuels, qui ont contribué de façon importante à la réduction de la pauvreté, représentaient environ 25% du PIB en 2014, mais ont chuté de 32% dans la seconde moitié de 2015.
 2. L'incidence de la pauvreté a été ramenée de 68% en 2000 à 34,5% en 2006, puis à 15,8% en 2013 et à 11,4% l'année suivante. Ces bons résultats sont le produit de la croissance économique du pays, d'une augmentation des envois d'argent et des programmes d'aide sociale ciblant les ménages pauvres et extrêmement pauvres, ainsi que les mesures adoptées pour moderniser l'agriculture et développer les petites et moyennes entreprises qui ont créé des emplois dans les zones rurales. Toutefois, la pauvreté reste un sujet de préoccupation, et la République de Moldova demeure l'un des pays les plus pauvres de la région.
 3. L'agriculture représente 14% du PIB (plus 20% si l'on inclut l'agroalimentaire) et emploie 25% de la population active. Le secteur constitue également une source de devises majeure, les produits agroalimentaires représentant environ 60% des exportations de marchandises du pays. Le secteur reste à la fois un moteur de croissance et un moyen de réduire la pauvreté. Sur le plan structurel, le secteur agroalimentaire et agricole moldave se heurte à deux obstacles majeurs: l'accès aux services financiers et l'accès à des infrastructures résilientes face au changement climatique. Les banques moldaves affichent des niveaux élevés d'aversion aux risques liés au crédit rural, et la prime de risque du secteur financier du pays est l'une des plus élevées de la région, ce qui révèle un manque de confiance dans l'économie réelle. Sur le plan climatique, la République de Moldova a toujours souffert des sécheresses, des chutes de pluie, des chutes de grêle, des gelées et des inondations, et on estime qu'au cours de la période 1984-2006, les pertes annuelles dues aux catastrophes naturelles se sont élevées à 61 millions d'USD, soit entre 3,5% et 7% du PIB par.
- #### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats
4. La principale théorie du changement qui sous-tend le projet est que le FIDA peut aider à guider la transformation de l'économie rurale en apportant un appui aux

entreprises agroalimentaires et aux exploitations agricoles plus résilientes et plus compétitives qui créeront des emplois pour les ruraux pauvres et augmenteront l'assiette fiscale de l'État. Cette stratégie principale sera complétée par une action spécifiquement axée sur les ruraux à faible revenu capables d'accéder au rang d'agriculteurs commerciaux à part entière.

5. La justification du projet est informée par les facteurs limitant la croissance rurale inclusive. Le premier de ces facteurs est l'accès insuffisant aux services financiers dans les zones rurales, dont il a été déterminé qu'il constitue le principal obstacle au développement agricole et agroalimentaire. Les entrepreneurs sont confrontés à trois obstacles majeurs s'agissant d'emprunter pour investir dans l'agriculture: a) la disponibilité de financements à terme auprès des banques commerciales, b) le montant des garanties requises; et c) le niveau des taux d'intérêt. Un autre facteur réside dans l'accélération du changement climatique. Il est probable que les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient, et la chaleur et le stress hydrique qui en résulteront réduiront les rendements de l'ensemble des cultures du pays à moins que des mesures d'adaptation ne soient mises en œuvre. Le projet vise à démontrer le potentiel d'adaptation des systèmes de production agricole résilients au changement climatique et des technologies dans les domaines de la conservation des sols, du stockage de l'eau et de son utilisation rationnelle. L'insuffisance des infrastructures constitue un autre facteur. Le projet s'attachera à éliminer les goulets d'étranglement au niveau des infrastructures qui entravent l'entrepreneuriat rural, afin de créer un effet incitatif suffisant auprès des petits agriculteurs qui sont prêts à passer d'une agriculture de semi-subsistance à l'agriculture commerciale et à attirer des ressources supplémentaires auprès des membres de la famille (envois de fonds, épargne) et les acheminer vers des activités génératrices de revenus affichant des taux de rendement plus élevés.
6. La conception du projet a mis à profit les expériences de précédentes interventions, le COSOP 2007 et ses examens de 2011 et 2015, ainsi que les conclusions et recommandations de l'évaluation du programme de pays réalisée en 2013. Comme le montrent les objectifs du COSOP, le programme de pays du FIDA appuie le développement de liens avec les marchés pour les producteurs agricoles ruraux par le biais de l'accès aux services financiers ruraux, de l'intermédiation de marché et des compétences d'appui technique au profit des institutions financières et des entreprises participantes.
7. Au niveau macro, la Stratégie nationale de développement 2020 de la Moldova: sept solutions en faveur de la croissance économique et la réduction de la pauvreté, est de réduire la dépendance à l'égard du modèle basé sur les envois de fonds et axé sur la consommation, qui est l'un des principaux moteurs de la croissance depuis dix ans, en se concentrant plutôt sur la mobilisation des ressources nationales et étrangères en vue d'investir dans la productivité et l'amélioration de la compétitivité. Cette priorité est également prise en compte dans la Stratégie nationale en matière de développement agricole et rural pour la période 2014-2020, dont l'objectif principal est de créer un secteur agroalimentaire concurrentiel, restructuré et modernisé capable d'augmenter les niveaux de vie et d'améliorer les conditions de travail dans les zones rurales.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Zone du projet proposé. En principe, la zone du projet couvrira les zones rurales du pays, et dans ces régions, les entreprises agroalimentaires et les exploitations agricoles vulnérables au climat seront privilégiées, ainsi que les couches les plus pauvres de la société rurale. Ces groupes seront identifiés par l'Indice de privation dans les secteurs restreints, lequel sera complété par des données sur la pauvreté. La vulnérabilité au climat se fondera sur l'Indice de vulnérabilité des moyens d'existence et d'autres mesures de l'impact du changement climatique.

9. Groupe cible. Le projet profitera à environ 44 145 bénéficiaires directs (17 658 ménages). Les principaux groupes cibles sont les suivants:
- a) Entreprises agroalimentaires: principalement les petites et moyennes entreprises. L'expérience acquise par le FIDA dans le pays montre que ce groupe impulse la transformation du monde rural vers des pratiques commerciales plus productives et plus rentables, tout en créant des emplois ruraux, en accroissant les exportations et en augmentant les revenus imposables par là même.
 - b) Petits agriculteurs: en particulier les petits agriculteurs de semi-subsistance et tournés vers le marché. La stratégie d'autociblage pour ces agriculteurs est axée sur des avancées dans l'agriculture commerciale ou la consolidation des investissements existants.
 - c) Jeunes entrepreneurs: il s'agit d'un groupe cible transversal confronté à des possibilités et des enjeux bien particuliers qui nécessitent également des stratégies de ciblage adaptées. Il est fort probable qu'ils soient issus des familles des petites exploitations agricoles et petites entreprises à vocation commerciale.
 - d) Petites exploitantes agricoles: appartenant à des ménages exposés à la pauvreté et au changement climatique, elles constituent un autre groupe cible intersectoriel. La prise en compte de l'égalité des sexes sera renforcée en fixant pour objectif global qu'au moins 30% des bénéficiaires du projet soient des femmes.

B. Objectif de développement du projet

10. Le projet vise à améliorer le bien-être de la population rurale et à contribuer à la réduction de la pauvreté. L'objectif sera de renforcer la résilience des populations rurales pauvres et de leur ouvrir de nouvelles perspectives économiques. Cet objectif sera directement atteint en améliorant les compétences des groupes cibles, en les intégrant dans les filières de manière plus rentable, en renforçant l'adaptation au changement climatique de leurs pratiques et en leur fournissant accès à des infrastructures résilientes face au climat et à des services de microfinance.

C. Composantes/résultats

11. Le projet aura deux composantes principales comportant plusieurs complémentarités entre les initiatives et les sous-composantes.
12. Composante 1: Améliorer la capacité d'adaptation des petites exploitations et des entreprises agroalimentaires. Cette composante vise à renforcer la résilience grâce à des investissements dans les infrastructures et les systèmes agricoles ruraux productifs. Elle s'attaquera aux priorités de l'adaptation au changement climatique définies par le gouvernement et sera mise en œuvre dans le cadre de deux sous-composantes. La sous-composante 1.1: Développement des infrastructures et gestion de l'eau résiliente face au climat – appuiera les investissements dans les infrastructures rurales productives visant à éliminer les goulets d'étranglement qui entravent la consolidation et l'expansion des exploitations et des entreprises agroalimentaires installées dans les villages et à favoriser l'adoption de technologies intelligentes face au climat. La sous-composante 1.2: Adaptation des agriculteurs grâce à des investissements peu sensibles au climat: a) aidera les petits exploitants agricoles à adopter des systèmes de culture et des techniques agricoles résistants au changement climatique par le biais d'aides à l'investissement et de soutien au renforcement des capacités; b) appuiera la sécurité alimentaire/nutritionnelle et la diversification de l'activité parmi les groupes de femmes dans les zones de grande vulnérabilité face au climat et à la pauvreté; et c) appuiera les investissements publics et privés dans

les mesures de restauration de l'environnement visant à réduire les risques liés au climat et à améliorer les services écosystémiques pour l'agriculture.

13. Composante 2: Appui au développement des entreprises agroalimentaires. Cette composante devrait avoir pour effet d'améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés à l'appui de la transformation du monde rural. La composante s'articule autour de trois sous-composantes. Sous-composante 2.1: Finance de terme pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) pour soutenir leurs investissements (y compris le Fonds de roulement jusqu'à 20% du prêt total); Sous-composante 2.2: Crédit garanti pour les MPME – le gouvernement donnera une aide pour créer le Fonds de garantie des crédits de Moldova (FGCM) pour fournir des garanties interbancaires pour les prêts accordés aux MPME par les institutions financières autorisées ; et la sous-composante 2.3: Appui technique aux MPME – implique un certain nombre de mesures visant à élargir et approfondir les impacts des autres éléments et approvisionnement agroalimentaire, jeunes entrepreneurs et associations d'épargne et de crédit avec l'appui technique.

III. Exécution du projet

A. Approche

14. L'un des principaux objectifs de l'approche d'exécution est de promouvoir le développement institutionnel parmi les principaux partenaires. À cette fin, le projet: a) élaborera et établira des systèmes institutionnalisés pour la promotion de pratiques agricoles et agroalimentaires résilientes au climat; b) renforcera les capacités des institutions financières participantes (IFP), notamment les associations d'épargne et de crédit, le Fonds de garantie des crédits de Moldova et les institutions de réglementation; et c) appuiera et élargira les partenariats public-privé dans les infrastructures et le secteur financier.

B. Cadre organisationnel

15. La responsabilité globale de la gestion du projet relèvera du Ministère de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. L'exécution et la gestion courantes seront assurées par l'Unité consolidée d'exécution du programme (UCEP), qui a déjà fait preuve de sa capacité à gérer les projets de manière compétente et consciencieuse. L'UCEP aura pour fonctions principales: la mise en œuvre de l'ensemble des activités de programmation et de budgétisation du Projet de renforcement de la résilience en milieu rural; la prise en main de l'exécution en coopération avec les partenaires de la création et du développement des entreprises et d'autres prestataires de services, les contractants chargés des infrastructures et les institutions bénéficiaires, comme les organisations paysannes et les IFP; et le suivi et la documentation de l'état d'avancement du projet. L'UCEP étant déjà très sollicitée et dans l'incapacité d'assumer des tâches supplémentaires, il sera de plus en plus indispensable d'externaliser les tâches non essentielles auprès de prestataires de services compétents.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

16. Planification. Un des principaux outils de planification sera le plan de travail annuel et budget (PTBA), qui fournira un calendrier d'exécution pour un ensemble d'activités, ainsi que leurs intrants et budgets respectifs. Le premier PTBA, ainsi que le plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois du projet, sera préparé et présenté pour examen lors de l'atelier de lancement, avant d'être soumis au FIDA selon la procédure d'approbation tacite. Les PTBA suivants doivent être élaborés, examinés et approuvés au moins soixante jours avant la fin de l'exercice.

17. Suivi-évaluation. Les réalisations du projet feront l'objet d'un suivi-évaluation de la part de l'UCEP. L'équipe de suivi-évaluation recueillera des informations pertinentes sur les activités, les produits et les résultats pour les groupes bénéficiaires. Elle examinera également la performance des composantes et sous-composantes sur la base des données collectées sur le terrain. Le projet adoptera une approche axée sur les résultats en mesurant les progrès réalisés au regard des objectifs du PTBA, appuyée par des évaluations systématiques et périodiques de l'évolution vers l'impact sur les bénéficiaires.
18. Apprentissage et gestion des savoirs. Les activités d'apprentissage et de gestion des savoirs comporteront des mécanismes de suivi régulier, des rapports de situation, un examen à mi-parcours et une évaluation de l'impact à la fin du projet. Il est probable que l'apprentissage et la gestion des savoirs soient axés sur les innovations dans les technologies intelligentes face au climat pour les petits agriculteurs, l'irrigation des zones de lagunage, le développement de filières en réponse à la demande et les implications pour les petits agriculteurs. Du point de vue des finances, le FGCM tirera les principaux enseignements du projet, en particulier sur la façon de s'assurer de l'intégrité professionnelle, la modélisation financière et l'impact sur les exigences en matière de garantie. Des activités annuelles d'apprentissage en commun constitueront un élément clé pour partager savoirs et enseignements avec les différentes parties prenantes.
- D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**
19. Gestion financière. Le risque pays financier de la République de Moldova est jugé faible. L'UCEP est considérée comme ayant une capacité suffisante pour assurer la gestion financière du portefeuille pays. Le Trésor, qui relève du Ministère des finances, tient la comptabilité du budget général des institutions publiques et exécute les paiements. À cette fin, le Ministère des finances a mis au point un système d'information en ligne pour la comptabilité et les dépenses publiques. Les paiements à l'UCEP provenant du prêt du FIDA, du don du FIDA, du don de l'ASAP et de la contribution de contrepartie du gouvernement se feront en monnaie locale par le biais du système mis en place par le Ministère des finances.
20. Passation des marchés. La passation des marchés de travaux, biens et services financés par les dons et le prêt du FIDA s'effectuera conformément aux directives du FIDA en la matière. Il est possible d'appliquer cet arrangement dans le contexte actuel du pays, car les contrats attribués dans le cadre des accords internationaux conclus par la République de Moldova ne sont pas visés par les dispositions de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. L'unité de passation des marchés de l'UCEP a les capacités nécessaires pour gérer les processus de passation des marchés du projet conformément aux directives du FIDA et peut donc être chargée de la gestion des tâches quotidiennes liées à la passation des marchés, notamment le lancement de tous les appels d'offres et l'attribution des contrats.
21. Audit. Les états financiers consolidés du projet feront l'objet d'un audit annuel par des cabinets d'audit indépendants, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Tous les comptes du projet seront vérifiés, y compris toutes les sources de financement. L'audit couvrira les contributions en nature provenant des bénéficiaires et les opérations du FGCM, si celui-ci est mis en place. Les rapports d'audit annuels seront soumis au FIDA dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire.
- E. Supervision**
22. Le FIDA supervisera directement le projet au moyen de missions annuelles de supervision, appuyées par un suivi ou, le cas échéant, par des missions thématiques spécifiques. La supervision assurera une évaluation continue de: a) la performance de l'exécution et les progrès vers les résultats; b) la fourniture des intrants sur le plan de la ponctualité, l'emplacement, la qualité et la quantité;

c) l'exécution des activités et l'obtention des produits et des effets; d) les dispositions juridiques; e) la coordination, la gestion et l'exécution des activités, le suivi-évaluation; f) le ciblage et la prise en compte de l'égalité des sexes; et g) l'impact sur l'environnement.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

23. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 38,73 millions d'USD pour les six années de la période d'exécution. Les charges récurrentes (qui englobent les salaires et les dépenses de fonctionnement, qui relèvent de la composante Gestion du projet) s'élèvent à 1,57 million d'USD et représentent 4,1% du total des coûts. Les investissements du projet sont organisés par composante de la manière suivante: i) meilleure capacité d'adaptation des petits agriculteurs (35,1% des coûts); ii) appui au développement des entreprises agroalimentaires (59,5%); et iii) gestion du projet (5,4%).

B. Financement du projet

24. Le projet sera financé par un prêt du FIDA d'un montant de 18,2 millions d'USD (47% du total des coûts), un don du FIDA de 500 000 USD (1,3%) et un don financé par l'ASAP d'un montant de 5 millions d'USD (12,9%). Le gouvernement versera 2,94 millions d'USD (7,6%) et les bénéficiaires 9,51 millions d'USD (24,6%); et les IFP fourniront environ 2,57 millions d'USD (6,6%).

25. Le prêt du FIDA sera utilisé pour financer: i) la sous-composante 1.1: Développement des infrastructures et gestion de l'eau résiliente face au climat (4,46 millions d'USD); ii) la composante 2: Appui au développement des entreprises agroalimentaires (12,75 millions d'USD); et iii) gestion du projet (0,97 million d'USD). Le don du FIDA sera utilisé pour financer l'assistance technique, le renforcement des capacités, les ateliers, la formation et les études dans le cadre de la composante Appui au développement des entreprises agroalimentaires (0,34 million d'USD) et la composante Gestion du projet (0,16 million d'USD). Le don de l'ASAP servira à financer les activités relevant de la composante 1 (Améliorer la capacité d'adaptation des petites exploitations et des entreprises agroalimentaires) (4,7 millions d'USD). L'ASAP couvrira également une petite partie de la composante 2 (50 000 USD) pour les activités de sensibilisation et d'inclusion. Le total de la contribution de l'ASAP aux activités de gestion du projet est estimé à 250 000 USD.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		ASAP		IFP		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Améliorer la capacité d'adaptation des petites exploitations et des entreprises agroalimentaires													
1.1. Développement des infrastructures et gestion de l'eau résiliente face au climat	4 468	50,7	-	-	909	10,3	-	-	1 673	19,0	1 763	20,0	8 813
1.2. Adaptation des agriculteurs grâce à des investissements peu sensibles au climat	-	-	-	-	3 792	79,3	-	-	823	17,2	168	3,5	4 783
Sous-total	4 468	32,9	-	-	4 702	34,6	-	-	2 495	18,4	1 931	14,2	13 596
2. Appui au développement des entreprises agroalimentaires	12 746	55,3	343	1,5	50	0,2	2 570	11,1	7 024	30,5	327	1,4	23 060
3. Gestion de projet	986	47,4	157	7,6	248	11,9	-	-	-	-	688	33,1	2 079
Total	18 200	47,0	500	1,3	5 000	12,9	2 570	6,6	9 519	24,6	2 946	7,6	38 735

Tableau 2
Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		ASAP		IFP		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Services de consultants	772	28,0	275	9,9	1 150	41,6	-	-	34	1,2	531	19,2	2 762
2. Crédit et fonds de garantie	11 603	59,8	-	-	-	-	1 322	6,8	6 467	33,3	17	0,1	19 409
3. Matériel et équipement	38	73,9	-	-	3	6,1	-	-	-	-	10	20,0	52
4. Biens et services	10	24,0	-	-	23	56,0	-	-	-	-	8	20,0	41
5. Don	250	4,2	-	-	3 120	52,5	1 248	21,0	1 322	22,3	-	-	5 940
6. Ateliers et formations	380	45,2	200	23,8	69	8,2	-	-	24	2,9	168	20,0	841
7. Travaux	4 308	53,1	-	-	515	6,3	-	-	1 673	20,6	1 624	20,0	8 120
8. Traitements et indemnités	631	52,0	-	-	68	5,6	-	-	-	-	515	42,4	1 214
9. Dépenses de fonctionnement	207	58,2	26	7,2	52	14,6	-	-	-	-	71	20,0	356
Total	18 200	47,0	500	1,3	5 000	12,9	2 570	6,6	9 519	24,6	2 946	7,6	38 735

7

C. Résumé des avantages et analyse économique

26. Avantages. Le projet devrait accroître les revenus des populations rurales pauvres et augmenter les profits des exploitations et des entreprises bénéficiaires d'un appui. Des avantages devraient résulter de: i) hausse de la productivité et de la production au niveau des exploitations, grâce à l'adoption des techniques de l'agriculture de conservation intelligente face au climat; ii) séquestration du carbone accrue grâce à des activités résilientes au changement climatique; iii) réduction du gaspillage agricole et baisse des coûts de production grâce à l'amélioration de la mécanisation et de l'accès des microentreprises et des petites entreprises des jeunes entrepreneurs aux services financiers; iv) renforcement de l'accès des populations et entreprises rurales à de meilleures infrastructures, telles que les routes et l'irrigation; et v) augmentation des recettes fiscales résultant de l'accroissement du volume de la production imposable en République de Moldova.
27. Modèles financiers. Treize modèles financiers ont été préparés à titre d'illustration pour démontrer la viabilité financière des principaux investissements du projet. Cinq modèles de cultures ont été développés pour évaluer l'impact à l'hectare des investissements dans l'irrigation et la résilience au changement climatique sur les activités de production. Sept modèles d'entreprises, notamment agroalimentaires, ont été élaborés pour évaluer les avantages d'un meilleur accès aux services financiers pour les microentreprises, les petites entreprises et les entreprises dirigées par des jeunes. Tous les modèles génèrent des taux de rendement intéressants. Le revenu net de tous les modèles soumis à une analyse de crédit est également positif dès la première année de financement.
28. Taux de rentabilité économique interne (TREI). Le taux de rentabilité économique interne du projet est estimé à 22% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, à un taux d'actualisation de 12%, est de 36,0 millions d'USD.
29. Analyse de sensibilité. L'analyse de sensibilité montre l'impact économique d'une réduction à hauteur de 50% des avantages du projet sur la viabilité de celui-ci. Elle montre également comment la viabilité économique du projet serait affectée par une augmentation à hauteur de 50% des coûts du projet; et par un retard d'un à trois ans dans son exécution. L'analyse confirme que la viabilité économique du projet demeure attrayante, car une valeur actualisée nette positive et un taux de rentabilité économique interne supérieur à 12% sont conservés dans tous les cas analysés.

D. Durabilité

30. Pour la composante Améliorer la capacité d'adaptation des petites exploitations et des entreprises agroalimentaires, la durabilité sera recherchée par des efforts constants pour créer une masse critique de capacités pour l'agriculture résiliente face au changement climatique dans tout le pays et parmi tous les acteurs, du niveau institutionnel au niveau local. L'autonomisation des prestataires de services et la création d'une communauté d'agriculteurs pionniers permettra d'établir et de consolider un réseau national de praticiens dans le domaine de l'agriculture résiliente face au changement climatique, ce qui aidera à diffuser les pratiques et techniques pertinentes à long terme. Pour la composante Appui au développement des entreprises agroalimentaires, le Ministère des finances s'est fermement engagé à veiller à ce que les lignes de crédit des donateurs soient gérées par la Direction générale des crédits, organisme gouvernemental indépendant, compétent, bien géré. Le FGCM continuera à fonctionner aussi longtemps qu'il sera viable et qu'il sera en mesure d'offrir des services répondant à une demande. En supposant que les conditions-cadres économiques s'améliorent, le FGCM est conçu pour pouvoir adapter ses produits et tarifs à l'évolution du marché, aux coûts et aux risques.

E. Identification et atténuation des risques

31. Au niveau macro, il y a des risques associés à l'incertitude politique accrue qui caractérise certaines régions de la République de Moldova, qui pourraient à leur tour nuire à la stabilité macroéconomique et au projet. Le démarrage du projet pourrait aussi s'en trouver retardé. Cependant, le FIDA a une longue et impressionnante expérience de la gestion des relations politiques avec un large éventail de gouvernements moldaves de tous bords politiques. Ses opérations bénéficient également d'un soutien unanime au-delà des clivages politiques et sont capables de survivre aux changements de gouvernement, comme cela a été amplement démontré dans le passé. Le FIDA surveillera la situation et maintiendra un dialogue continu avec les principaux acteurs publics du processus.
32. Un autre risque transversal concerne le détournement des ressources du projet au détriment des bénéficiaires prévus (par exemple du fait de l'accaparement par les élites) à moins que des garanties adéquates ne soient mises en place. Plusieurs éléments de la conception du projet garantiront que les activités soient bien ciblées et incluent les segments les plus vulnérables de la population cible. Par exemple, l'UCEP recrutera un prestataire de service pour mener une campagne de sensibilisation auprès des bénéficiaires. Elle commencera par la diffusion d'informations auprès de la population au moyen de SMS et des réseaux sociaux, des médias, de brochures et de dépliants, suivis par des ateliers d'information plus spécifiques au niveau régional. Deuxièmement, les propositions seront évaluées et sélectionnées par un comité de sélection, qui comprendra des représentants du gouvernement, le personnel du projet et des représentants d'organisations de la société civile. Des renseignements sur les contrats et les dons attribués seront affichés sur le site Web du projet et sur les réseaux sociaux. Les propositions concernant l'infrastructure publique, comme les voies de desserte locale, devront être approuvées par les élus des municipalités rurales.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

33. Le projet est parfaitement cohérent avec la Stratégie sur le changement climatique du FIDA, qui vise à obtenir un impact maximal sur la pauvreté rurale dans le contexte de l'évolution du climat. Le projet suivra aussi la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en vue d'augmenter son impact sur ces questions. Il sera pleinement harmonisé avec le programme de pays du FIDA en ce qui concerne le ciblage et appliquera des critères rigoureux en la matière. La conception respecte le principe essentiel de la Politique du FIDA en matière de ciblage, à savoir que les ressources doivent cibler le développement rural et agricole en mettant l'accent sur les petits agriculteurs pauvres. Mettre en place des systèmes de financement rural accessibles à tous et encourager l'innovation afin que les femmes et les hommes pauvres et marginalisés aient accès à une large gamme de services financiers sont deux composantes essentielles du mandat du FIDA. Il s'agit également d'un élément clé de la Politique du FIDA en matière de finance rurale, que les activités du projet prennent en compte à différents niveaux du secteur financier. En collaboration avec des partenaires publics et privés, le projet mettra l'accent sur l'amélioration et la gestion efficace de l'infrastructure de base liée aux systèmes de production rurale, conformément au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025.

B. Alignement et harmonisation

34. Le projet est en parfaite harmonie avec les stratégies de base du gouvernement concernant le développement agricole et rural, ainsi qu'avec ses ambitions plus larges d'un resserrement des relations avec l'Union européenne (UE), ce que démontre l'attention que le projet accorde à la création d'emplois – l'un des deux piliers de la stratégie de base du gouvernement pour lutter contre la pauvreté rurale (l'autre étant les transferts sociaux) – la transformation du monde rural

conduisant le processus, tout en favorisant la compétitivité, la commercialisation et l'orientation vers l'Union européenne. Il est clair qu'il s'agit là du moyen le plus durable de réduire la pauvreté rurale dans un pays à revenu intermédiaire comme la République de Moldova, qui présente des perspectives d'adhésion à l'UE et qui est sur la voie d'une transformation vers un État-providence.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

35. Le projet combinera la reproduction à plus grande échelle des initiatives réussies avec des innovations et de nouveaux programmes pilotes dans certaines régions, le cas échéant. Par conséquent, les initiatives liées à la finance à terme et à la microfinance, et les infrastructures résilientes face au changement climatique seront étendues en privilégiant l'inclusion et le ciblage. Les innovations et les programmes pilotes se concentreront sur le ciblage des segments les plus pauvres et les plus vulnérables face au climat de la population rurale, ainsi que des efforts visant à réduire les exigences en matière de garantie pour les agriculteurs et les entreprises agricoles par le biais de la mise en place du FGCM.
36. Le projet facilitera un processus de reproduction à plus grande échelle s'appuyant sur les investissements systématiques du FIDA ayant fait leurs preuves jusque là dans six projets et programmes mis en œuvre dans le pays. La reproduction à plus grande échelle vise à augmenter le nombre de personnes bénéficiant directement et indirectement de l'amélioration de l'infrastructure productive intelligente face au climat et l'offre de financement à terme pour les MPME. Faire en sorte que le projet soit la voie principale de reproduction à plus grande échelle de ces interventions garantira qu'une stratégie de ciblage solide soit en place, aux termes de laquelle une vaste campagne de sensibilisation sera menée pour informer la population rurale sur les possibilités offertes par le projet. Les principaux éléments moteurs du processus de reproduction à plus grande échelle proposé comprendront: la croissance de la demande de crédit du secteur privé (y compris les associations d'épargne et de crédit); une vision et une stratégie gouvernementales clairement définies et l'appui du gouvernement; et la possibilité d'accéder au marché de l'UE (le facteur d'attraction).

D. Participation à l'élaboration des politiques

37. L'apprentissage et la gestion des savoirs permettront de déterminer et de s'approprier les mécanismes de participation à l'élaboration des politiques au niveau local et national. Au niveau national, l'UCEP participe déjà activement à la concertation sur les politiques avec le Ministère de l'agriculture et l'industrie alimentaire et d'autres acteurs clés, informés par les données factuelles que les projets appuyés par le FIDA ont générées sur le terrain, notamment en ce qui concerne l'amélioration du cadre réglementaire de la SCA. Cette concertation de bas en haut a déjà permis d'obtenir des résultats dans la reproduction à plus grande échelle des approches de l'agriculture de conservation et sera poussée plus avant par le projet.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

38. Un accord de financement entre la République de Moldova et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
39. La République de Moldova est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire de l'ASAP du FIDA, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'ASAP.
40. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

41. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Moldova un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à dix-huit millions deux cent mille dollars des États-Unis (18 200 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Moldova un don d'un montant équivalant à cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Moldova un don d'un montant équivalant à cinq millions de dollars des États-Unis (5 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Rural Resilience Project (RRP)"

(Negotiations concluded on 15 November 2016)

IFAD Loan Number: _____

IFAD Grant Number: _____

ASAP Trust Grant Number: _____

Project Title: Rural Resilience Project (RRP) ("the Project")

The Republic of Moldova (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund ("the ASAP Trust")

(each a "Party" and all of them collectively the "Parties")

HEREBY agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan, an IFAD Grant and an ASAP Trust Grant (together the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is eighteen million two hundred thousand US dollars (USD 18 200 000).
- B. The amount of the IFAD Grant is five hundred thousand US dollars (USD 500 000).

- C. The amount of the ASAP Trust Grant is five million US dollars (USD 5 000 000).
2. The Loan shall be subject to interest at a fixed rate of 1.25 per cent and a service charge of 0.75 per cent on the principal amount outstanding, and shall have a maturity period of twenty five (25) years including a grace period of five (5) years starting from the date of approval by the Executive Board.
 3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
 4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
 5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 April and 1 October.
 6. (a) There shall be a Loan Designated Account, an IFAD Grant Designated Account and an ASAP Trust Grant Designated Account for the purposes of receiving the proceeds of the Loan, the IFAD Grant and the ASAP Trust Grant respectively and financing the project, all of which shall be denominated in USD and opened by the Borrower/Recipient in the National Bank of Moldova.

(b) Project operating accounts for the loan, IFAD grant, ASAP grant and Beneficiaries contributions shall be opened by the State treasury at the National Bank to receive resources from the respective designated accounts and from Beneficiaries
 7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project estimated in the amount of two million nine hundred and forty thousand US dollars (USD 2 940 000) by covering all duties and taxes on goods and services procured under the project. The Borrower/Recipient will finance the cost of all taxes on goods procured under the project, or will waive the duties and taxes.

Section C

1. The Ministry of Agriculture and Food Industry is the Lead Project Agency and shall have overall responsibility for the implementation of the project.
2. The following are designated as additional Project Parties: CLD, PFIs, SCAs, NCFM, Local Public Authorities (Primarias), State Association for Soil Protection, State Inspection on Civil Works, State Agency "Apele Moldovei", Water Users Associations (WUA), Research Institute in Forestry, Research Institute in Soil Science, Academy of Science, State Agrarian University of Moldova, consulting and extension service providers NGOs, producer associations UAP, Moldova Fruct, APESM, and the Association of Honey Producers.
3. The Project Completion Date shall be the sixth (6th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement:

- (a) The Project Implementation Manual (PIM) referred to in paragraph 8 of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or otherwise modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following is designated as an additional general conditions precedent to withdrawal of the part of the Category II "Credit, Guarantee Funds" related to the Credit Guarantee Mechanisms:

- (a) The specific study to assess the feasibility for and potential of a Credit Guarantee Company (CGC) is completed and shows a clear and appropriate pathway for the credit guarantee scheme.

3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient. The Financing Agreement shall enter into force on the date upon which the International Fund for Agricultural Development dispatches to the Recipient notice of its acceptance of the evidence that the execution and delivery of the Agreement by the Republic of Moldova has been duly authorized by all necessary governmental actions and the Agreement can become effective.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister for Finance
of the Republic of Moldova
Ministry of Finance
Cosmonautilor, 7 str, 2005
Chisinau, Republic of Moldova

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund

President of the International Fund
for Agricultural Development
in its capacity as Trustee
of the Adaptation for Smallholder
Agriculture Programme Trust Fund
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and the ASAP Trust and one (1) for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF MOLDOVA

Authorized Representative
(Name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

ADAPTATION FOR SMALLHOLDER AGRICULTURE
PROGRAMME TRUST FUND

Kanayo F. Nwanze
President of the International Fund
for Agricultural Development in its capacity as Trustee
of the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
Trust Fund

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Project Area.** The Project shall be implemented throughout the Borrower/Recipient's territory. Special prioritisation will be given to climate vulnerable farmers and agribusinesses as well as poorer segments of the rural society. This will be determined by the Small Area Deprivation Index, supplemented by poverty data. Climate vulnerability will be based on the Livelihood Vulnerability Index and other measures of the impact of climate change.

2. **Target Population.** In terms of categorisation the major target groups are as following:

- Agribusiness, mainly small and medium size enterprises.
- Smallholder farmers, especially semi-subsistence and commercially oriented smallholder farmers.
- Young entrepreneurs are a crosscutting target group facing unique challenges and opportunities that also require tailor-made targeting strategies.
- Smallholder women farmers belonging to vulnerable households, sensitive to poverty and climate change, also comprise a crosscutting target group.

3. **Goal.** The overall goal of the Project is to improve the wellbeing of Moldova's rural population and contribute to poverty reduction.

4. **Objective.** The development objective of the Project is to strengthen the resilience and improve economic opportunities for the rural poor.

5. **Components.** The Project will have two core components that envisage a number of complementarities between initiatives and subcomponents.

5.1. **Component 1: Improve smallholders and agribusinesses' adaptive capacity.** This component will aim at enhancing the resilience through investments in productive rural infrastructure and agri-systems. This component will address the Climate Change adaptation priorities identified by the Moldovan government and will operate under two subcomponents:

5.1.1. Climate-resilient water management and infrastructure development will support investments in productive rural infrastructure to remove the bottlenecks hampering the consolidation and expansion of competitive farms and village based agri-business and to foster the adoption of climate smart technologies.

5.1.2. Farmers' adaptation through climate resilient investments will include: (a) support smallholder farmers in the adoption of climate-resilient crop production systems and technologies, through investment grants and capacity development support; (b) support food/nutrition security and business diversification of women groups in high climate- and poverty-vulnerable areas, and (c) support public and private investments in ecological restoration measures aiming to reduce climate-related risks and improve ecosystem services for agriculture.

5.2. Component 2: Agribusiness development support. The expected outcome of the component will be to enhanced access to financial services and markets for rural transformation. The component is set up with three subcomponents:

- 5.2.1. Term finance for Micro, small and medium enterprises (MSMEs) will support the investments (including some working capital up to 20 per cent of the total loan) of MSMEs in Moldova.
- 5.2.2. Credit Guarantees for MSMEs, under which the Government of Moldova will be assisted to create the Moldova Credit Guarantee Fund to provide inter-bank guarantees for loans granted to MSMEs by licensed financial institutions.
- 5.2.3. Technical support to MSMEs, which includes a number of smaller, but important measures to widen and deepen the impacts of other components, comprising technical support to agribusiness, youth entrepreneurs and Saving and Credit Associations.

II. Implementation Arrangements

6. The Lead Project Agency:

6.1. Overall responsibility for the Project management and implementation will rest with the IFAD Programme Steering Committee (IPSC) already established by Government decree and responsible for providing overall policy guidance and oversight for all IFAD-supported projects and programmes in Moldova.

6.2. The Minister of Agriculture and Food Industry will be the Chairperson of the IPSC. Other members include one representative each of the Ministry of Finance, the Aid Coordination Unit under the State Chancellery, the Parliament's Agricultural Committee, the National Bank of Moldova, and representatives from other Project stakeholders, including government agencies and public and private organisations as appropriate. The IPSC membership can be amended depending on programme requirements, with a view to reflect the increased emphasis on climatic adaptation and resilience.

6.3. Day-to-day management and implementation of the Project will rest with the existing Consolidated Programme Implementation Unit (CPIU), which has established a robust and well-recognised track record of competent and diligent programme management of IFAD's previous and ongoing projects.

6.4. The principal functions of the CPIU will be to carry out the overall programming and budgeting of Project activities, take the lead in implementation - in cooperation with business development partners and other services providers, infrastructure contractors, beneficiary institutions, such as farmer-based organisations, participating financial institutions - and to monitor and document Project progress.

6.5. Specifically, the CPIU will assume the responsibility for generating the annual work plans and budgets (AWPBs) to be submitted to the IPSC for review and approval and subsequently to IFAD for final approval. Likewise, the CPIU will take the lead in the procurement of civil works and goods and services.

7. Mid-Term Review. The Fund shall carry out a review of Project implementation no later than the end of the Project's third year. The review shall cover, among other things: (i) physical and financial progress as measured against AWPBs; (ii) performance and financial management of contracted implementing partners; (iii) an assessment of the efficacy of the institutional development and capacity building activities; (iv) progress in infrastructure investments; (v) establishing and

delivering of extension services; (vi) delivering of financial services; and (vii) access to markets. Fund will present a report on mid-term review with conclusions and recommendations for Ministry of Agriculture and Food Industry.

8. Project Implementation Manual (PIM). The CPIU shall prepare a draft PIM acceptable to the Fund and submit it for approval to the IPSC. When so approved, a copy of the PIM shall be provided by the CPIU to the Fund. The PIM may be amended when necessary to introduce clarification in procedures, eliminating constraints for project implementation and for facilitating access of producers to the project services.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan, Grant and ASAP Trust Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan, the Grant and the ASAP Trust Grant, the allocation of the amounts of the Financing to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	IFAD Loan Amount Allocated (expressed in USD)	IFAD Grant Amount Allocated (expressed in USD)	ASAP Trust Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage
I. Consultancies	695 000	250 000	1 035 000	100% net of taxes
II. Credit, Guarantee Funds	10 445 000			100% net of taxes
III. Equipment, Material, Goods and Services	45 000		25 000	100% net of taxes
IV. Grant	225 000		2 810 000	100% net of taxes
V. Workshops and Trainings	340 000	180 000	60 000	100% net of taxes
VI. Works	3 875 000		465 000	100% net of taxes
VII. Salaries and Allowances	570 000		60 000	100% net of taxes
VIII. Operating costs	185 000	20 000	45 000	100% net of taxes
Unallocated	1 820 000	50 000	500 000	
TOTAL	18 200 000	500 000	5 000 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Category I: "Consultancies" include studies and technical assistance.
- (ii) Category II: "Credit, Guarantee Funds" includes term finance and credit guarantees for micro, small and medium enterprises (MSMEs) and expenditure related to the establishment of the credit guarantee scheme.

Logical Framework

Results	Indicators				Means of Verification			Assumptions	
	Hierarchy	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency		Responsibility
Goal: Improve the well-being of the Republic of Moldova's rural population and reduce poverty		• 17,658 HH have increased their asset ownership by at least 30% (RIMS 3rd level mandatory impact indicator)	TBD at baseline	10%	30%	Mid-term and Completion Survey	MTR and completion	CPIU M&E unit	<ul style="list-style-type: none"> Political stability Macro-economic conditions remain stable or improve
Development Objective: Strengthen the resilience and improve economic opportunities for the rural poor.		• 17,658 HH have increased their net farm income by at least 20%	TBD at baseline	10%	20%	Mid-term and Completion survey	MTR and completion	M&E officer	
		• 120 enterprises report a net increase in revenue by at least 15%	TBD at baseline	5%	15%	Mid-term and Completion survey	MTR and completion	M&E officer	
		• Percentage of females receiving project interventions	TBD at baseline	10%	30%	Mid-term and Completion survey	MTR and completion	M&E officer	
Component 1: Improve smallholders' and agribusinesses' adaptive capacity Outcome 1 Enhanced resilience through investments in productive rural infrastructure and agri-systems		• 1940 ha showing increase in net return by at least 30%	TBD at baseline	15%	30%	M&E system Component reports	Annually	M&E officer Component officer	<ul style="list-style-type: none"> Climatic changes are in line with current predictions
		• \$ Value of new or existing rural infrastructure made climate resilient (ASAP)	0	\$1.2 m	\$2.5 m	M&E system Component reports	Annually	M&E officer Component officer	
Outputs 1.1 Enhanced resilience of farmers to climate change 1.2 Productive rural infrastructure constructed/rehabilitated		• 1080 smallholder households supported to cope with effects of climate change	1 198	1838	2278	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	<ul style="list-style-type: none"> Beneficiaries willingness to participate and contribute
		• 1440 ha under micro and small scale irrigation schemes constructed/rehabilitated	4 780.5 ha	5 620.5 ha	6 220.5 ha	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	
		• 24 Kilometres of roads constructed/rehabilitated	38.8 km	50.8 km	62.8 km	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	
		• 720 households in vulnerable areas with increased water availability for agricultural production and processing	992	1412	1712	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	
Component 2: Agribusiness Development Support Outcome 2: Enhanced access to financial services and markets for rural transformation		• Collateral coverage requested by PFIs decreased from 360% to 180%	360%		180%	Statistics of the NBM	Annually	M&E officer Component officer, NBM	<ul style="list-style-type: none"> macro-economic conditions are supportive for doing business Banks use MCGC to obtain partial collateral
		• 160 value guarantees extended have been repaid	TBD at baseline	70	160	MSMEs audited reports	Annually	M&E officer Component officer	
		• 585 youth entrepreneurs, SMEs and micro entrepreneurs trained in business related activities (disaggregated by type and gender) are operating profitably	3,615	3,974	4,200	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	

Results	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Hierarchy								
	<ul style="list-style-type: none"> 80 recipients of grants totaling \$1.9 million for diversification activities are operating profitably 	TBD at baseline	80	80	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> 585 loans valued at \$11.5 million disbursed (disaggregated by type and gender) 	3,615 \$60.0 m	3,974 \$66.7m	4,200 \$71.5m	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	
2.1 Loans to youth entrepreneurs, SMEs and micro entrepreneurs provided	<ul style="list-style-type: none"> 920 guarantees valued at \$29.9 million extended 	TBD at baseline	920 \$29.9m	920 \$29.9m	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	
2.2 Guarantee fund established sustainably	<ul style="list-style-type: none"> 585 youth entrepreneurs, SMEs and micro entrepreneurs trained in business related activities (of which at least 20% are youth and 30% women) 	3,615	3,974	4,200	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	
2.3 Agri-business supported	<ul style="list-style-type: none"> 80 grants valued at \$1.9 million provided for diversification activities 	TBD at baseline	80 \$1997000	80 \$1997000	M&E system Component reports	Semi-annually	M&E officer Component officer	